

LA MALBOUFFE fait des victimes en Belgique surtout chez les plus pauvres

Alors que l'on pourrait croire que les belges sont plutôt bien informés et bien lotis quant aux aliments qu'ils consomment, les choix alimentaires qu'ils opèrent ne sont pas favorables à leur santé: la moitié de la population (49,3%) est en surpoids ou obèse en 2019 d'après Sciensano. C'est le paradoxe de la nutrition. 30% des décès en 2004 sont liés à un facteur de risque alimentaire, et la situation ne fait que s'aggraver depuis. Les maladies chroniques liées à l'alimentation et l'obésité (crise cardiaque, AVC, diabète, certains cancers...) sont les premières causes de mortalité dans le pays. Elles coûteraient environ 1 milliard d'euros par an à l'INAMI.

Dépasser l'information au consommateur

Les messages nutritionnels («mangez 5 fruits et légumes par jour») apparaissent insuffisants pour adopter des régimes alimentaires adéquats, car nos choix sont loin de dépendre uniquement de notre bonne volonté. En effet, le contexte dans lequel nous achetons des produits, notre «environnement alimentaire», promeut quotidiennement des produits ultra-transformés et faciles à utiliser, qui sont généralement trop caloriques et trop riches en gras saturé, sucre et sel. Ces produits s'imposent à tous et partout.

Comment? En plus de la pression commerciale constante, les fruits et les légumes frais, riches en micronutriments, sont plus difficiles à transporter, à stocker, à cuisiner, car ils sont fragiles et exigeants. Ceci est vrai pour les ménages, mais aussi pour les entreprises agroindustrielles, qui privilégieront les produits les mieux adaptés à la production de masse et les moins chers possibles, c'est-à-dire issus de modes de production intensifs peu respectueux des droits des travailleurs et des travailleuses, de la santé des animaux et de la planète. Ces lourdes conséquences sont voilées par des étiquettes et slogans marketing mettant en avant le plaisir immédiat, et oubliant du reste. Résultat: en 2014, d'après Sciensano, seulement 14% de la population consommait les 400 grammes de fruits et légumes recommandés par jour.

Payer deux fois la malbouffe

On ne paye pas le vrai prix de la malbouffe car les coûts sociaux et environnementaux ne sont pas répercutés dans le prix de vente. La collectivité (via impôt, TVA...) doit donc les assumer. Pour la santé par exemple, l'Etat assure un système qui comprend la prise en charge, le suivi et le remboursement des soins dus à une mauvaise alimentation. Nous payons ainsi DEUX FOIS ces achats alimentaires: une fois dans le magasin, et une autre fois pour nous soigner.

Si elle s'attaque à tous, la malbouffe touche surtout ceux qui ont moins de ressources financières et cognitives. Ainsi, la prévalence de l'obésité suit un gradient social linéaire: les plus pauvres sont deux fois plus concernés que les plus riches. C'est la double peine.

Rappelons quelques faits saillants: en Belgique en 2020, 20% de la population est en risque de pauvreté et d'exclusion, et 5% souffre de privations matérielles graves. Un bruxellois sur trois vit sous le seuil pauvreté. Enfin, plus de 450 000 personnes (soit l'équivalent de la ville d'Anvers) sont contraintes de recourir à l'aide alimentaire, un système ni enviable ni durable. Le chiffre aurait même explosé depuis la crise du Covid-19.



UN SYSTEME EN DEROUTE

EN JEUX EN BELGIQUE

PERSPECTIVES INTERNATIONALES

NOUVEAU NUMÉRO DISPONIBLE EN
COMMANDE ET EN TÉLÉCHARGEMENT VIA
WWW.FIAN.BE

Un besoin d'engagement public

Garantir un accès à une alimentation suffisante et nutritive est une obligation pour la Belgique qui doit réaliser les droits humains, dont le droit à l'alimentation. Le nouvel accord de gouvernement prévoit d'agir contre la «mauvaise alimentation». Voici quelques pistes.

En sus d'informer les consommateurs, on peut commencer par arrêter de subventionner l'agriculture et l'élevage intensifs (parfois à plus de 40%!) en réorientant les aides de la Politique Agricole Commune vers les productions plus nutritives et durables comme les fruits et légumes frais. L'agroécologie offre des modèles de production en circuits courts respectueux des cycles naturels et de la vie des territoires, en particulier en complément de ceintures maraîchères périurbaines et d'outils de gouvernance adéquats.

Enfin, il faut réglementer strictement les pratiques de l'agro-industrie pour prévenir la commercialisation à grande échelle de la malbouffe: protéger les enfants dans les écoles et aux alentours; interdire la publicité dans les espaces publics; employer des taxes pour payer une seule fois le vrai prix des produits alimentaires serait un bon début.

Jonathan Peuch, FIAN Belgique, membre du mouvement Agroecology In Action



FIAN
BELGIUM

Agroecology
InAction